

DECLARATION

Le Burundi dans une phase critique : urgence d'inverser la tendance

1. Une année après la mise en place du gouvernement de transition, l'Observatoire de l'Action Gouvernementale est profondément préoccupé par la dégradation continue de la situation des droits de l'homme au Burundi ; des conditions de vie des populations et l'intensification de la guerre dans les provinces de l'Est, du Centre et de l'Ouest du pays, particulièrement depuis le mois de juillet 2002.
2. Alors qu'en date du 1^{er} novembre 2001, les membres du gouvernement nouvellement investi promettaient la paix au Peuple burundais et prêtaient serment en s'engageant « *à respecter la constitution de transition; à oeuvrer pour l'unité nationale, les droits de l'homme et à combattre le génocide et l'exclusion* », les Burundais se rendent compte que ces promesses n'ont pas été suivies d'effets. La guerre a augmenté d'intensité occasionnant d'énormes pertes en vies humaines, des violations massives des droits de l'homme et la destruction de nombreuses infrastructures socio-économiques.
3. Au lieu de contribuer à plus de stabilité et de confiance entre les acteurs politiques, la mise en place d'autres institutions de transition - l'Assemblée Nationale et le Sénat – a plutôt accentué les tensions entre les signataires de l'Accord d'Arusha autour du partage des postes. Les polémiques et les divergences parfois étalées publiquement ne sont pas de nature à tranquilliser la population qui continue, par ailleurs, à subir des enseignements ethno-centristes dans les luttes de positionnement et les campagnes de mobilisation partisane en cours dans le pays.
4. Les sessions de pourparlers sur le cessez-le-feu s'accompagnent toujours d'une recrudescence des violences contre les populations civiles et des combats entre l'armée nationale et la rébellion, semant la mort et la désolation à travers le pays.
5. Sur le plan politique, en dépit de promesses d'ouverture d'espaces démocratiques, le gouvernement de transition réagit aux critiques en recourant au verrouillage des espaces d'expression libre, en emprisonnant des leaders des partis politiques d'opposition ou en utilisant d'autres méthodes pour les faire taire et en intimidant toute personne physique ou morale exprimant une position contraire aux options du régime.
6. Ce recours aux méthodes autoritaires s'est encore une fois manifesté avec la détention du Président de l'UPRONA non-négociateur, Charles Mukasi, depuis le 6 septembre 2002, suivie de la mise en résidence surveillée du président du PARENA, l'ex-Président du Burundi, Jean - Baptiste Bagaza, depuis le 1^{er} novembre 2002 et de la suspension de son parti, le PARENA, pour une période de six mois.

Observatoire de l'Action Gouvernementale

7. Ces actions gouvernementales répressives, combinées à une campagne médiatique « d'accusation » et de « condamnation » publiques et extra-judiciaires, se mènent sur fonds de polémiques et de contradictions notamment sur la levée de l'immunité sénatoriale de Jean – Baptiste Bagaza. L'état d'énervement du gouvernement est de nature à provoquer les désordres que celui-ci prétend vouloir éviter.
8. Sur le plan socio-économique, la population s'enlise chaque jour davantage dans la pauvreté et la misère dont les facteurs aggravants sont la dévaluation de la monnaie et la hausse subséquente des prix des produits de première nécessité. L'accès aux soins de santé est en train de devenir un privilège pour les seuls nantis alors que les endémies comme le paludisme, le SIDA, les maladies diarrhéiques continuent à emporter de nombreuses vies humaines.
9. A regard de cette situation, il apparaît clairement que le Burundi est dans une phase critique compte-tenu des enjeux des négociations du cessez-le-feu, de la prochaine échéance de la première tranche de la transition, des dysfonctionnements aggravés de l'appareil étatique et de la régression constante des conditions de vie de la population.
10. Face à cette situation, l'Observatoire de l'Action Gouvernementale formule les recommandations suivantes :

11. Au gouvernement :

- D'assurer la protection à la population civile face à l'intensification de la guerre et de prévenir les attaques dans les zones habitées en donnant des consignes de sécurité efficaces pour tout le monde ;
- De garder une main tendue aux rebelles pour continuer les négociations sur le cessez-le-feu ;
- De faire preuve de sérénité en ces moments cruciaux en s'interdisant de recourir à l'usage de la force publique pour neutraliser les opposants politiques ou d'autres personnes exprimant des opinions critiques sur le pouvoir ;
- De libérer les leaders de l'UPRONA non-négociateur et du PARENA ainsi que des membres du PARENA détenus dans les différents cachots des polices à Bujumbura et de laisser la justice faire son travail en évitant toute interférence de nature à compromettre son fonctionnement.

12. Aux partis politiques

- De prêcher par l'exemple dans le respect des engagements et de la loi ;
- De se garder de raviver les tensions par le biais de campagnes ethno-sectaires et de discours ambigus au sein de la population ;

Observatoire de l'Action Gouvernementale

- De mener pacifiquement leurs activités et de renoncer à l'utilisation de la violence.

13. Aux rebelles

- De s'engager, sans conditions, à négocier le cessez-le-feu en vue de mettre un terme à la guerre qui dévaste le pays
- De respecter le droit humanitaire en se gardant de s'en prendre aux populations et aux infrastructures civiles.

14. Aux pays de la sous-région

- D'user de leur influence, avec rigueur et fermeté, à l'égard des belligérants burundais quels qu'ils soient, pour évaluer les progrès réalisés, les obstacles rencontrés et prendre des mesures appropriées pour faire avancer le processus de paix.
- D'agir sur les pays et les organisations qui soutiennent les rebelles afin que ces derniers s'engagent dans la dynamique de la paix.

15. A la communauté internationale

- De concrétiser leur promesse de relance de la coopération économique avec le Burundi en vue de soulager la misère de la population et aider ainsi à désamorcer les tensions qui se développent de plus en plus dans le terreau de la pauvreté et des inégalités.
- De réserver une suite favorable au Burundi lors de la table ronde des bailleurs de fonds qui aura lieu à Genève, les 27 et 28 novembre 2002, tout en faisant pression pour l'ouverture d'espaces démocratiques, de transparence dans la gestion des affaires publiques et la correction rigoureuse des dysfonctionnements au sein de l'appareil de l'Etat.

Fait à Bujumbura, le 13 novembre 2002

Pour l'Observatoire de l'Action Gouvernementale

Christophe SEBUDANDI

Président